

Tunisie : prison à ciel ouvert

dimanche 30 novembre 2008, par [TOSCANE Luiza](#) (Date de rédaction antérieure : 27 novembre 2008).

Les grands médias ont parlé du siège de l'Union pour la Méditerranée, qui a échappé à Tunis pour échoir à Barcelone. Mais ils restent silencieux sur la répression impitoyable que subissent actuellement les militants syndicalistes.

Si les résultats de la prochaine élection présidentielle tunisienne, prévue en 2009, ne font aucun doute et s'ils ne dérogeront pas à la règle des plus de 90 %, la dernière année de ce quinquennat aura vu une remontée inégalée des luttes sociales, dont la révolte ininterrompue des populations du bassin minier de Gafsa et de régions avoisinantes pourrait n'être qu'un début [1]. Le régime a dû se livrer à quelques opérations de séduction, peu opérantes face à la répression qui continue de jeter la jeunesse en prison. Décès des manifestants, arrestations et procès ont entraîné une campagne nationale et internationale qui a obligé le régime à libérer, fin octobre, avant la fin de leur peine, des dizaines de prisonniers du bassin minier. La bureaucratie de l'UGTT a publié, le 22 octobre, après dix mois de complicité objective avec la dictature, un communiqué pour se solidariser des syndicalistes emprisonnés, et elle fait montre de solidarité au niveau local ou régional. Les 5 et 6 novembre, des procès ont été organisés à Gafsa. Soufiane Abbassi, Ali Ben Salah, Néjib Dinari, Ameer Karboussi, Ali Latrèche, Salah Rbak, Haïtham Smadah et Nasreddine Zaïbi ont été condamnés à 6 ans et 7 mois d'emprisonnement, les peines les plus lourdes prononcées à ce jour dans le cadre des procès de Gafsa.

À l'occasion de la commémoration, le 7 novembre, de la prise de pouvoir de Ben Ali, en 1987, les derniers prisonniers du mouvement En Nahdha ont bénéficié d'une libération conditionnelle, ce qui tourne la page ouverte par les procès devant les tribunaux militaires de 1992, où des dizaines de condamnations à l'emprisonnement à perpétuité avaient été prononcées.

Une nouvelle génération entre en prison. Tous les jours, depuis quatre ans, de très jeunes gens sont arrêtés, torturés et emprisonnés pour leurs opinions. Le tribunal de première instance de Tunis tourne pour cela à plein. Des milliers d'anciens prisonniers sont neutralisés, comme l'illustre le combat pour ses droits d'Abdellatif Bouhjlal, un ancien prisonnier politique en grève de la faim depuis le 2 octobre [2]. À la veille du procès des dirigeants syndicalistes du mouvement du bassin minier, dont le pouvoir n'annonce pas la date, la solidarité internationale sera au rendez-vous. Une délégation de personnalités politiques et associatives s'est rendue en Tunisie pour tenter de percer le blocus, le silence et la répression, et pour traduire en actes la solidarité venue du monde entier. La nôtre aussi.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2276, 27/11/2008.

Notes

[1] Lire Rouge n° 2268 ou, sur ESSF : [Tunisie : répression et solidarité](#)

[2] Llire Rouge n° 2196 ou sur ESSF : [Prisonnier en Tunisie](#)